

# Jean Rottner Nous lançons un appel à toutes les solutions pour permettre un déstockage du site de Stocamine

Le président de la région Grand-Est désapprouve la décision du gouvernement de ne pas poursuivre l'extraction des produits toxiques enfouis sur le site du Haut-Rhin, situé à proximité de la nappe phréatique d'Alsace, et de les confiner définitivement

**“**  
**NOUS NE POUVONS**  
**NOUS RÉSOUDRE**  
**À CE QUE L'OPTION**  
**DU PIRE AIT ÉTÉ**  
**CHOISIE PAR L'ÉTAT**  
**POUR NOTRE**  
**TERRITOIRE**

**A** l'heure où le gouvernement annonce sa décision de procéder à l'enfouissement définitif des déchets stockés sur le site de Stocamine, le centre d'enfouissement des déchets ultimes de Wittelsheim, dans le Haut-Rhin, nous en appelons solennellement à la responsabilité de l'Etat afin que ce site de stockage de déchets industriels dangereux ne devienne pas une catastrophe environnementale en puissance.

Site qualifié de « réversible » et de « temporaire » lors de l'autorisation de stockage émise en 1997, ce sont 44 000 tonnes de déchets ultimes (essentiellement des métaux lourds, des produits cyanurés ou encore de l'amiante) provenant de l'industrie française qui ont été enfouis entre 1997 et 2002 dans les sous-sols de

Stocamine, à 500 mètres sous la nappe phréatique rhénane, la plus grande nappe phréatique d'Europe.

Depuis l'incendie de 2002 qui a mis un coup d'arrêt à l'activité de stockage sur le site, la prise de conscience sur la dangerosité de la pérennisation du stockage de ces matières extrêmement dangereuses pour la santé de nos concitoyens et l'environnement régional n'a connu d'égale que l'intensité de la mobilisation unanime des collectivités locales engagées et des associations environnementales du territoire.

#### Conséquences dramatiques

Si des extractions de déchets ont été réalisées depuis lors, elles ne représentent que 5,4 % des 44 000 tonnes de déchets stockés ! Aujourd'hui, nous ne pou-

vons nous résoudre à ce que l'option du pire ait été choisie par l'Etat pour notre territoire.

Nous refusons qu'aucune solution acceptable pour les populations directement concernées mais aussi pour tous les habitants des zones frontalières qui bénéficient de la nappe phréatique rhénane ne soit proposée ! Les conséquences dramatiques d'une pollution de la nappe phréatique d'Alsace seraient bien plus importantes en termes de santé publique mais aussi financièrement que la poursuite d'un déstockage du site.

Certes, l'horizon de 2027 nous oblige tous à confiner avant ce terme : les blocs seront en effet rendus irrémédiablement inaccessibles à cette date du fait de l'effondrement des galeries, selon les expertises. Mais pour le reste ?

Quel signe donne aujourd'hui l'Etat français en faveur de la préservation de la santé et de l'environnement du Sud Alsace, et plus largement du bassin rhénan ?

#### Temps perdu

L'Etat doit s'engager à mettre tous les moyens, même s'ils sont colossaux, nécessaires à réparer cette catastrophe environnementale en devenir avant que cela ne soit irréparable.

Nous lançons solennellement un appel à toutes les industries, toutes les solutions, toutes les entreprises de l'espace européen qui pourraient apporter leur expertise, leur savoir-faire et leur innovation pour permettre un déstockage du site de Stocamine. Nous avons perdu assez de temps ! La volonté de l'Etat n'a pas été à la hauteur des

enjeux environnementaux et de santé publique.

A l'image de l'état préoccupant de notre système de soins, cruellement mis en lumière par la crise sanitaire due au Covid-19, ne laissons pas le bateau sombrer en détournant le regard.

Autrement, c'est consciemment que nous placerons de manière irrémédiable une épée de Damoclès au-dessus de la tête de nos enfants. Mais, aujourd'hui, le gouvernement en a décidé autrement. Nous ne pourrions pas dire, dans cinquante ans, que nous ne savions pas. ■

---

Jean Rottner est président (LR) de la région Grand-Est